

Activités présidentielles

Ahmad Allam-Mi chez le chef de l'Etat

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Les deux personnalités ont, entre autres sujets, abordé les questions politico-sécuritaires dans la région de l'Afrique centrale. Tout comme, le secrétaire général de la CEEAC est sans nul doute revenu sur la Déclaration conjointe, concernant la République centrafricaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de l'Union africaine, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de l'Union européenne (UE) et de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a été reçu hier par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Les questions en rapport avec la situation socio-économique et politique de la sous-région étaient certainement en



Photo : P.P/OIOMO

Salutations d'usage entre les deux personnalités.

point d'orgue de cet entretien entre le président en exercice de la CEEAC et son hôte. Notamment la paix et la sécurité. D'ailleurs, le secrétaire général de cette organisation n'aura pas manqué d'aborder avec son hôte la récente actualité relative aux efforts des États à parvenir à une stabilité durable dans les pays menacés. C'est le cas de la République Centrafricaine, à travers la la Déclaration

conjointe de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, de l'Union africaine, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations unies. Elles ont ainsi marqué leur profonde inquiétude concernant la situation sécuritaire en RCA. Tout en condamnant les exactions, les cinq organisations partenaires ont



Photo : P.P/OIOMO

Vue de l'entretien entre le SG de la CEEAC, Ahmad Allam-Mi, et le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

exigé des belligérants qu'ils cessent immédiatement les hostilités. Elles ont rappelé que toute attaque contre la population civile, le personnel des Nations unies et des organisations humanitaires est passible de poursuites judiciaires, conformément à la législation centrafricaine et au droit international. Elles ont salué les mesures prises en vue du fonctionnement effectif de la Cour pénale spéciale.

Tout comme, ces organisations ont insisté sur un retour définitif à la paix par la mise en place des mécanismes de dialogue. Car, seul le dialogue, dans le respect de l'ordre constitutionnel et démocratique, permettra de trouver des réponses appropriées et durables aux préoccupations légitimes des différents acteurs centrafricains concernés. D'où ladite déclaration a réitéré l'importance que

revêt l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation portée par l'UA, la CEEAC et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) et soutenue par l'Angola, le Congo et le Tchad. Le responsable de la CEEAC dont le siège se trouve dans la capitale gabonaise, a également informé le numéro un gabonais de l'engagement des partenaires à travailler pour l'aboutissement de cette Initiative, en appui aux efforts du président de la RCA Faustin-Archange Touadéra visant à promouvoir durablement la réconciliation et une gouvernance inclusive dans le prolongement des conclusions du Forum de Bangui. L'agenda de la présidence gabonaise de la CEEAC n'était pas en reste au cours de cette audience. Les efforts consentis par notre pays, par le biais du leadership du président de la République, Ali Bongo Ondimba, ont été tout aussi mis en évidence.

Éducation/Point-presse du Porte-parole du PDG

Le gouvernement invité à privilégier le dialogue

SM
Libreville/Gabon

Le Parti démocratique gabonais (PDG) s'est penché, sur la situation dans le secteur de l'Éducation nationale. Il invite ainsi, tous les partenaires de l'Éducation, à la conscience et à la responsabilité afin d'œuvrer à la régularisation de la situation dans ce secteur. C'est le Porte-parole du parti, Léandre Anoue Kiki qui en a fait état hier, à la

faveur d'un point-presse, au siège du PDG sis au quartier Louis, dans le premier arrondissement de Libreville. S'il a dit comprendre et soutenir le gouvernement dans l'application des lois en vigueur qui caractérisent un État de droit, le parti au pouvoir a cependant, invité ce dernier « à maintenir absolument les fils du dialogue avec les partenaires sociaux, les enseignants en occurrence, tout en recherchant des solu-



Photo : S.N

Le porte-parole du PDG, Léandre Anoue Kiki

tions durables aux problèmes récurrents». De même qu'il invite les enseignants à faire preuve de patriotisme dans l'intérêt des enfants dont l'éducation constitue leur vocation. Et d'estimer que, «leur intransigeance voire leur radicalisation ne servent pas la cause de la jeunesse, ni des parents qui sont dans le désarroi». Non sans rappeler que le dialogue, qui est le «fondement philosophique des peuples bantou implique la

compréhension, les concessions et l'intégrité face aux calendriers ou ambitions autres que corporatistes". Par ailleurs, Léandre Anoue Kiki est revenu sur les inondations récentes ayant fait des victimes dans plusieurs quartiers de la capitale gabonaise. Là aussi, le Parti démocratique gabonais (PDG) n'a pas manqué d'exprimer sa "totale compassion" à l'endroit des familles éprouvées. Tout en se félicitant des premiers efforts

consentis par les pouvoirs publics. Tout comme il a exhorté les instances et ONGs compétentes à accroître les mesures d'aide et de solidarité pour soulager ces compatriotes en détresse. Puis de conclure: «Des mesures durables d'ordre structurel et pédagogique doivent être prises afin d'endiguer ce phénomène, notamment par l'aménagement des bassins versants et le récurage des canalisations d'eau».

PDG/Réinscription et adhésion des militants/Troisième arrondissement de Libreville

Les fédéraux invités à accélérer le processus

E. L.
Libreville/Gabon

C'est la substance du message délivré, récemment, par le membre du bureau politique, Jean-Claude Simepoungou, par ailleurs député du 2e siège du 3e arrondissement de Libreville. C'était au cours d'une rencontre avec les responsables locaux du Parti démocratique gabonais (PDG), s'inscrivant dans le cadre de la campagne de sensibilisation, de réinscription et d'adhésion lancée depuis plusieurs semaines.

Le membre du bureau politique du Parti démocratique gabonais (PDG), l'honorable Jean-Claude Simepoungou, par ailleurs

député du 2e siège du 3e arrondissement de la commune de Libreville est allé, dernièrement, au contact des responsables locaux dudit parti, notamment les secrétaires fédéraux et "autres cadres statutaires". Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de l'application de la note d'orientation du secrétariat exécutif de la formation politique au pouvoir. Laquelle instruit les responsables des structures de base à procéder à la réinscription des anciens militants et susciter par la même occasion des nouvelles adhésions après sensibilisation sur les valeurs défendues par le PDG. Après le passage d'une délégation de la hiérarchie du parti, la semaine dernière, le membre du bureau poli-



Photo : Eric Laphéa

Le membre du bureau politique du PDG, Jean-Claude Simepoungou, lors de la séance de travail.

tique a jugé utile de poursuivre l'œuvre de sensibilisation, vu que le délai de dépôt des listes définitives a été prolongé au 05 mars prochain. Occasion donc pour Jean-Claude Simepoungou d'inviter les secrétaires fédéraux et leurs

collaborateurs à accélérer le processus d'identification. Il a tenu à préciser que, "en lançant cette opération, le secrétariat exécutif du PDG veut remobiliser ses troupes après le scrutin présidentiel du 27 août 2016. Consultation électo-

rale au cours de laquelle notre formation a enregistré quelques défections dans ses rangs." Et de poursuivre : "Il s'agit pour nous de savoir combien de militants sommes-nous restés fidèles et quels sont les autres compatriotes qui souhaitent adhérer au PDG." Face à la complexité de la tâche, le membre du bureau politique n'a pas manqué d'exhorter les responsables des structures de base à faire preuve de vigilance et de pédagogie dans leurs contacts avec les militants et les nouveaux adhérents. "La mission, a reconnu le parlementaire, est certainement difficile pour certains d'entre vous, mais je rappelle que votre rôle se limite à la remise des fiches et à la collecte des données. Les

militants concernés au premier plan sont d'abord les membres des bureaux des fédérations, des sections et des comités ainsi que les membres du conseil national, du comité central et ensuite, le reste des militantes et militants". Non sans rappeler que tous les dossiers seront soumis à l'appréciation des services compétents du directoire du parti. A noter que Jean-Claude Simepoungou et les siens se retrouveront, la semaine prochaine, pour une synthèse, avant de renvoyer le fruit du travail au secrétariat exécutif du PDG. Il faut souligner que cette campagne concerne l'ensemble du territoire national, ainsi qu'au niveau diplomatique et consulaire.